



Les lanceurs d'alertes et les dénonciateurs de crimes tels Julian Assange sont les héros de notre temps.

Par [Eva-Maria Föllmer-Müller](#)

Mondialisation.ca, 28 mai 2019

[Horizons et débats](#) 27 mai 2019

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Depuis l'arrestation de Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, le 11 avril à l'ambassade d'Equateur à Londres, et sa condamnation à 50 semaines de prison, il y a eu de nombreuses protestations, manifestations et appels pour la libération d'Assange dans le monde. Depuis son asile en Russie, Edward Snowden a rédigé une lettre lue publiquement à Berlin. En Suisse, un groupe d'avocats a demandé au Conseil fédéral d'accorder l'asile à Assange, car il est persécuté politiquement. Si une extradition vers les Etats-Unis devait se faire, il risque la torture et la peine de mort en raison de ses révélations sur les crimes de guerre perpétrés par ce pays. Assange lui-même a exprimé cette crainte à plusieurs reprises depuis sa fuite dans l'ambassade de l'Equateur. Dans les réseaux sociaux, on trouve de nombreux articles à ce sujet. Un grand nombre de médias mainstream, ayant à l'époque volontiers publié en première page les articles de WikiLeaks sur les crimes de guerre, font actuellement preuve d'une grande retenue dans leurs reportages.

Mais d'autres aspects doivent être pris en compte. Il s'agit de la protection des personnes découvrant des crimes de guerre, révélant à l'opinion publique des graves violations du droit international par des gouvernements. Il s'agit également du droit à la participation des citoyens à la vie publique, de protéger les personnes se souciant encore de la Charte des Nations Unies et des droits de l'homme ainsi que de la protection de la démocratie et des dangers pour la paix dans le monde. Cela ressort clairement de l'interview d'Alfred de Zayas, qui a rendu visite à Assange à l'ambassade en 2015. «Dans une société démocratique, il faut que quiconque puisse avoir accès à des informations fiables pour pouvoir se former sa propre opinion», déclare Alfred de Zayas, déjà en 2016, dans son appel en faveur d'une charte pour les droits des lanceurs d'alertes. Et d'ajouter: «Les lois [générales] doivent être appliquées aux personnes dont les actes criminels sont mis au jour par les lanceurs d'alertes».

Il en va également de la vérité et de la justice pour les innombrables victimes innocentes de la guerre.

Nombreuses sont les victimes ayant remercié Assange d'avoir publié avec WikiLeaks la vérité sur la guerre, comme l'écrit Mairead Maguire, lauréate d'Irlande du Nord du prix Nobel de la paix (1976), dans son impressionnant appel. La chasse aux sorcières envers Julian Assange - comme l'indique clairement la chronologie en page 2 -, Chelsea Manning, Edward Snowden et de nombreux autres lanceurs d'alertes doit cesser.

La source originale de cet article est [Horizons et débats](#)
Copyright © [Eva-Maria Föllmer-Müller](#), [Horizons et débats](#), 2019

Articles Par : [Eva-Maria Föllmer-Müller](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca